

# SUISSE

## UBS: le PDC n'exclut pas une CEP

Les chances d'une commission d'enquête parlementaire (CEP) sur l'affaire UBS aux Etats-Unis ont légèrement augmenté ce week-end. Le groupe PDC est prêt à se joindre à l'UDC et au camp rose-vert pour en soutenir la création, mais seulement si les commissions de gestion ne parviennent pas à répondre à temps aux questions posées. Le groupe démocrate-chrétien, qui effectuait ce week-end sa retraite à Bad Zurzach (AG), maintient d'abord sa confiance aux commissions de gestion du Parlement pour faire la lumière sur cette affaire. Il attend désormais d'elles qu'elles livrent un rapport intermédiaire d'ici à la session de printemps. «Si leurs travaux ne permettent pas de répondre aux questions posées et si l'accès aux documents n'est pas assuré, nous exigeons la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire», a écrit le groupe PDC samedi dans un communiqué. — (ats)

## AFFAIRE UBS: nouvelle plainte pénale contre les anciens dirigeants

Le PS dépose une nouvelle plainte auprès du ministère public zurichois contre les anciens dirigeants de l'UBS, accusant ceux-ci de gestion déloyale. Le jugement du Tribunal administratif fédéral (TAF) rendu vendredi dernier confirme qu'une enquête pénale est nécessaire, aux yeux du parti. Le Parti socialiste avait déjà déposé plainte en août dernier contre Marcel Ospel, alors numéro un de la banque et Peter Kurer, à l'époque chef juriste. En vain.

## UBS: davantage de sévérité envers les clients canadiens

UBS se montre plus sévère envers ses clients canadiens détenteurs de comptes en Suisse. Ce tour de vis est la conséquence d'une nouvelle réglementation qui restreint les activités transfrontalières des établissements étrangers, à un moment où la situation s'avère délicate pour la grande banque au Canada. En décembre dernier, l'UBS a averti ses clients canadiens par courrier pour les informer d'un changement dans la réglementation canadienne qui touche toutes les banques étrangères, a indiqué samedi un porte-parole de la banque à l'ATS, confirmant une information du quotidien *Le Temps*.

## FINMA: le président touche une rente d'UBS

Le président de la FINMA, l'autorité de surveillance des marchés financiers, perçoit une rente de l'UBS son ancien employeur. Eugen Haltinger, parti à 57 ans en retraite anticipée de la grande banque, a pris les commandes de la FINMA en 2006. Il s'agit d'un cas normal de versement de rente, a indiqué à l'ATS le porte-parole de la FINMA, Tobias Lux, confirmant dimanche une information de *la SonntagsZeitung*.

# La valeur ajoutée de la Suisse dans l'IT bancaire reste minimale

TELEINVEST. Sa plate-forme de trading s'est surtout imposée grâce à du savoir-faire informatique en Roumanie. Aurel Dan dixit.

JÉRÉMY NIECKOWSKI

Porté par la disparition de la bourse à la création au début des années 1990, l'histoire du groupe Teleinvest comporte tous les ingrédients d'un succès story. Son poste de pilotage pour les traders en actions, obligations et autres instruments financiers baptisé PREDATOR-The Fatal Weapon, a conquis une kyrielle d'établissements bancaires suisses (Pictet, BNP Paribas, Banque Privée Edmond de Rothschild, notamment). «La dernière crise a conduit au gel d'une myriade de projets. Mais l'année 2010 s'annonce déjà sous un tout autre visage», se réjouit Aurel Dan, son fondateur et roumain d'origine, arrivé en Suisse dans les années 1980 en qualité de réfugié politique.

Les dernières concentrations sur la place financière, illustrée par le rapprochement entre BNP Paribas et Fortis ou encore Julius Bär et ING Private Bank, ont obligé le passionné d'aviation à réduire la voilure. «Ce mouvement est souvent à double tranchant pour les spécialistes que nous sommes. Un client racheté signifie souvent une résiliation de contrat provoquée par le regroupement des activités de *back office*. Mais quand l'acheteur est aussi notre client, notre présence peut aussi s'apprécier

au niveau du front office.» Le groupe Teleinvest compte à ce jour une soixantaine de collaborateurs, contre 80 au plus fort de son activité. Cette contraction au niveau des ressources humaines a surtout concerné la division marketing et ventes (basée au Liechtenstein). «Notre principale difficulté est aujourd'hui de recruter des agents spécialisés dans ce segment. Mais nous engageons activement en ce moment pour d'abord assésir nos activités en Europe et ensuite accompagner l'ouverture de nouvelles filiales de nos clients en Asie et plus précisément à Singapour», explique ouvertement Joseph Kuettel, directeur marketing et vente de Teleinvest International. L'essentiel des forces vives du groupe (l'équipe de R & D) a, lui, été conservé malgré ces remous. La pérennité du groupe, qui célèbre ses vingt ans d'existence en 2010, n'est pas remise en cause pour autant. «J'ai réussi à maintenir le carreau de l'entreprise à Bucarest. Les ingénieurs informatiques de ce pays sont très précis et certains ne résistent pas aux sirènes de l'étranger où les conditions salariales sont meilleures qu'en Roumanie», souligne le président. Et en dépit de l'activisme de concurrents pour le moins établis (Bloomberg, Reu-



AUREL DAN. «L'année 2010 s'annonce comme celle de la reprise dans notre secteur.»

ters et autres), plusieurs fonds de private equity américain souhaiteraient même entrer dans le capital du groupe. «Pour le moment je tiens à ce que la société reste en mains familiales. La relève étant assurée par ma fille et mon fils», soutient Aurel Dan.

Côté perspectives, son produit phare, qui représente déjà 1000 années homme de travail et capable d'être connecté à plus de 200 marchés de part le monde, a tout pour séduire les traders, dont les performances sont très étroitement liées à la gestion optimale d'une information provenant de canaux multiples dans un délai très court. «Notre technologie fournit aux traders par exemple l'état de la demande sur un instrument financier réel, et dessine les tendances des marchés à son sujet. Maîtriser ces variables, c'est s'assurer de meilleures retom-

bées compte-tenu de la maîtrise de la profondeur du marché», explique l'ingénieur en génie civil de formation.

Historiquement, la filiale française de Telekurs a été l'un des premiers clients de Teleinvest. Les premiers fonds récoltés grâce à ce premier contrat ont permis à la société de se développer. Depuis, la solution hybride permet de traiter des ordres au niveau du buy-side comme du sell-side et est riche en applications spécifiques pour l'activité de «proprietary trading».

Si l'essor de la place financière ces dernières années a favorisé l'émergence de fabricants de logiciels bancaires en Suisse, Aurel Dan ne croit pas que l'excellence dans ce domaine concerne exclusivement la Suisse. «L'Europe de l'Est, et plus particulièrement la Roumanie, dispose d'un vivier considérable de talents, non seulement meilleurs marchés qu'en Suisse, mais aussi plus compétents.» Et d'ajouter: «Si la Suisse a été un hub favorable à la création de logiciels bancaires, la valeur ajoutée apportée par ce pays dans le domaine des plateformes de trading d'un autre côté reste minimale, en dépit des étroites liaisons entretenues entre les acteurs bancaires et ces sociétés en termes d'offre et demande.» Un avis pour le moins tranché. L'entrepreneur

pense aussi que les membres des directions des banques sont devenus les «otages» de leur service informatique. Cette situation de bouche sur une absence de vrai choix entre les alternatives «make or buy», et contribue à l'érection d'une barrière à l'entrée des prestataires de services spécialisés, comme Teleinvest, tient-il à préciser. Raison pour laquelle l'acteur joue la carte de la spécialisation intégrable à une échelle globale (les salles de marchés). «Plus les fabricants créent des logiciels à forte technologie, plus les opportunités de se positionner sur le marché seront internationales.»

Le dirigeant compte sur le label «hand made» de son arme fatale, au nom d'un tant soit peu guerrier de «Predator», pour l'aider à imposer de manière plus significative sur le marché. Gageons que sa force de frappe (ses vendeurs) saura faire valoir cet argument au moment des perspectives. ■

«JE TIENS POUR LE MOMENT À CE QUE LA SOCIÉTÉ RESTE EN MAINS FAMILIALES. EN DÉPÎT DES OFFRES PROVENANT DES ETATS-UNIS.»

## UBS a distribué trois milliards de bonus

La banque voulait en donner davantage en 2009. Elle a été renvoyée à l'ordre par la Finma.

Les discussions ont été après entre UBS et l'Autorité de surveillance des marchés financiers (FINMA). Alors que la grande banque a accusé sur les neuf premiers mois de l'année dernière une perte nette de 3,9 milliards de francs, elle souhaitait consacrer 4 milliards de francs en bonus au titre de l'exercice 2009. Mais la Finma ne l'a pas entendu ainsi, ressort-il d'une enquête de *la SonntagsZeitung*. Du coup UBS a dû revoir ses ambitions à la baisse et aurait tenu au final le montant de 3 milliards de francs. Une annonce officielle sera faite le 9 février lors de la présentation des résultats annuels de la banque. Par rapport aux années précédentes, la commission allouée représente un reflux de quelque 70%. Jusqu'en 2008, la banque consacrait quelque 10 milliards de francs à ce poste, selon l'ethodomaine alémanique. A l'époque, la somme était répartie entre 83000 employés. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 69000. En 2008, année du

rant laquelle UBS avait reçu le soutien de la Confédération, deux milliards de francs avait été versés en guise de bonus, suscitant une énorme polémique. Dans la foulée des résultats annuels de JP Morgan publiés vendredi, les banques américaines s'apprêtent quant à elles à dévoiler les bonus qu'elles vont distribuer et qui pourraient bien atteindre des niveaux historiques. Selon les calculs du *Wall Street Journal*, le total des rémunérations (fixe + bonus) versées par les principaux établissements financiers américains devrait être en croissance de 18% par rapport à 2008, pour at-

teindre le niveau record de 145 milliards de dollars. Pourtant même si le patron de Goldman Sachs pour l'Allemagne et l'Europe de l'Est estimait jeudi, que les banques n'avaient pas pour objet de «promouvoir le bien public», l'opinion publique, qui est aussi le contribuable, s'indigne, de part et d'autre de l'Atlantique, des montants faramineux dont il est question. A cet égard, Barack Obama, suite à la présentation de sa taxe sur les banques jeudi (*lire ci-dessous*), a déclaré à propos des bonus, qu'il a qualifiés d'obscènes, qu'il n'exclut pas de légiférer sur ce sujet. (BBS)

## Les banques suisses également visées par la taxe Obama

La proposition controversée du président Barack Obama d'imposer une taxe sur les plus grandes banques américaines, ou simplement actives outre-Atlantique, ne sera pas sans conséquences sur les établissements suisses. C'est en tout cas ce qu'affirme la NZZ *am Sonntag*. UBS et Credit Suisse pourraient ainsi devoir contribuer à compenser le coût colossal pour

les finances publiques du récent plan de sauvetage du secteur financier dans ce pays. Cette taxe annoncée jeudi par le président Obama, doit être approuvée par le Congrès, mais les républicains ont déjà fait connaître leur opposition, tout comme les banques. UBS pourrait devoir s'acquitter de 400 millions de dollars et Credit Suisse de 600 millions. (BBS)

## La régulation du système bancaire n'est pas achevée

Le nouveau président de la BNS défend le modèle de banque intégrée en Suisse.

Philipp Hildebrand, le tout nouveau président de la Banque nationale suisse (BNS), estime que la réforme de la surveillance des grandes banques au niveau international a encore des progrès à faire. Il défend par ailleurs le modèle de la banque universelle en Suisse.

«Nous n'en sommes qu'à la mi-temps», a indiqué à *la SonntagsZeitung* le successeur de Jean-Pierre Roth. «Le plan de réforme est aujourd'hui relativement clair, mais les détails sont toujours en discussion». «Nous avons besoin de mécanismes qui nous permettent, dans des cas extrêmes, de réduire correctement l'activité d'une entreprise», a-t-il ajouté. Et pour que cela soit possible, «des banques doivent se réorganiser», a-t-il estimé, soulignant que la chose était «très complexe». Philipp Hildebrand n'exclut d'ailleurs pas que la régulation des grandes banques nécessite un changement dans la législation suisse. En outre, le problème des établis-

sements «too big to fail» (trop gros pour tomber) n'est pas encore résolu, a-t-il noté. Se défendant de mener une croisade personnelle sur ce point, le président de la BNS estime que la problématique relève de la responsabilité collective car elle met en jeu l'ensemble de l'économie. «Si nous ne trouvons pas de solution, ce n'est pas moi qui aurais un problème, mais nous tous», a-t-il déclaré.

Dans une autre interview publiée samedi dans *Le Temps*, M. Hildebrand a aussi défendu le modèle de la banque intégrée. D'une part celui-ci permet de diversifier le risque d'autre part, pour être leader mondial dans la gestion de fortune, il faut pouvoir mettre à disposition du client des services globaux, y compris dans la banque d'investissement.

Mais il existe donc de bonnes raisons d'avoir des synergies entre les activités des banques commerciale et de banque d'investissement en Suisse, il est par contre «impératif que certaines activités à haut risque que à l'intérieur de ce modèle, notamment le négoce pour compte propre, ne soient pas permises à un tel degré qu'elles mettent en péril la stabilité du système financier», a-t-il nuancé. — (ats)